



## Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

274 | Juillet-Décembre

Prier aux Suds - Des lieux de culte entre territoires et mobilités du religieux

---

# La territorialisation des lieux de culte chrétiens à Dori (Burkina Faso)

*The territory making of Christian places of worship in Dori (Burkina Faso)*

Koudbi Kaboré

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/7829>

DOI : 10.4000/com.7829

ISSN : 1961-8603

### Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2016

Pagination : 161-182

ISSN : 0373-5834

### Référence électronique

Koudbi Kaboré, « La territorialisation des lieux de culte chrétiens à Dori (Burkina Faso) », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 274 | Juillet-Décembre, mis en ligne le 01 juillet 2019, consulté le 13 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/com/7829> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/com.7829>

---

## La territorialisation des lieux de culte chrétiens à Dori (Burkina Faso)

Koudbi Kaboré<sup>1</sup>

### Introduction

Dori est une ville musulmane<sup>2</sup> au nord du Burkina Faso. Carrefour du vieux commerce transsaharien, et capitale de l'ancien émirat du Liptako, la ville a eu une renommée historique (Delmond, 1954) qui contraste cependant avec l'exiguïté de son espace. En effet, la ville que les Peuls ferobe ont enlevée aux Gourmantché par l'épée<sup>3</sup> en 1810 était une étroite bande de terre sortie comme un bras de l'eau. Avec ses espaces mal drainés et marécageux, la mare avait contraint les Peuls à s'accommoder d'une petite étendue de terre sèche, dont le périmètre ne dépassait pas le tiers de la superficie actuelle de la ville. Selon le découpage administratif actuel, le périmètre urbain de Dori est limité à huit secteurs, dont cinq secteurs centraux et trois secteurs périphériques (secteurs 6, 7 et 8)<sup>4</sup>, et s'étend sur 32,98 km<sup>2</sup> (ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, 2012). Sur trois lotissements (1955, 1990, 1997), la dépression lacustre constitua un obstacle à l'extension de la ville dans sa partie ouest. C'est en 2005, qu'un lotissement a intégré la rive gauche de la mare, permettant ainsi à la ville de franchir son emprise et donner à l'espace urbain une nouvelle dynamique d'extension (Carte 1).

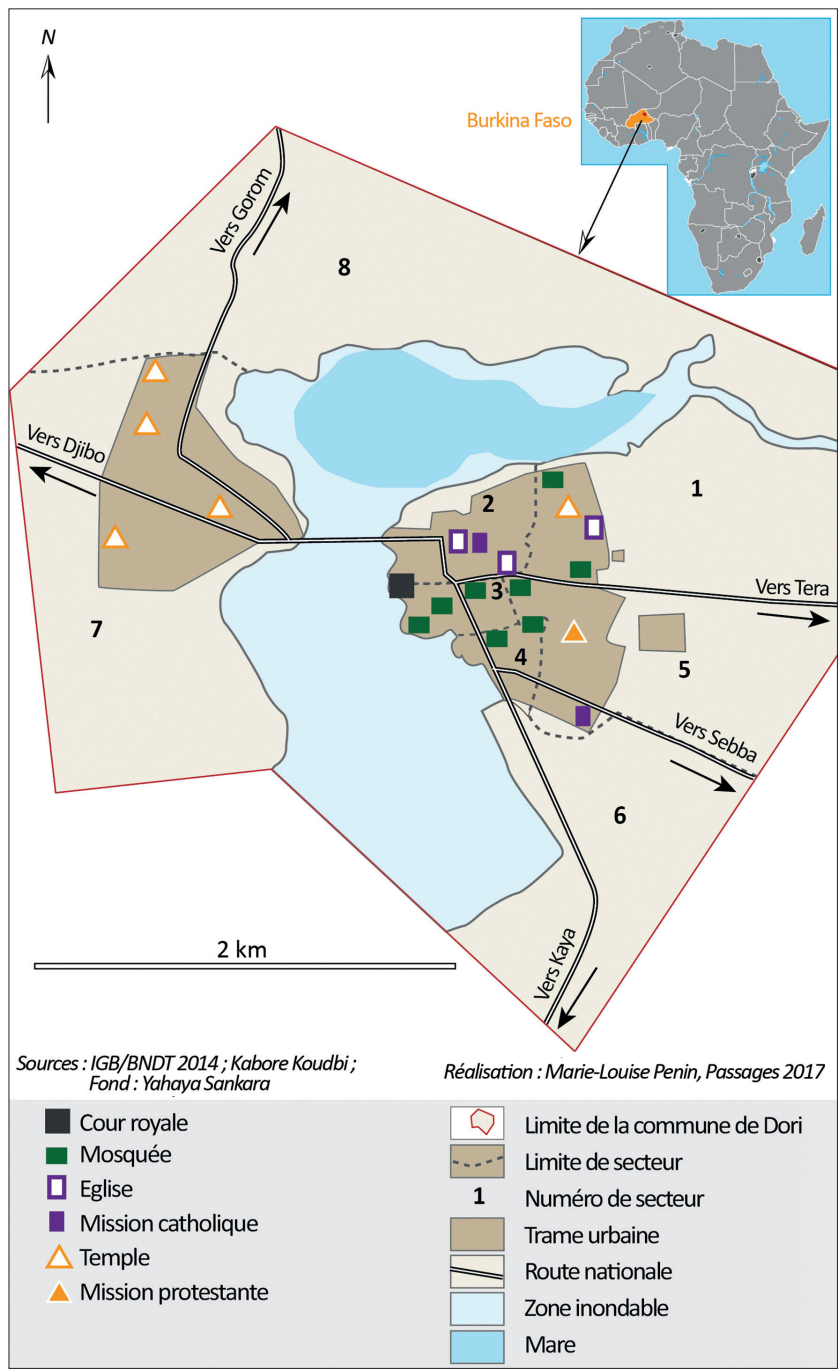
---

1. Docteur en histoire contemporaine de l'université de Ouagadougou. Ses domaines de recherche portent sur le pluralisme religieux en contexte de domination musulmane et l'action sociale et humanitaire confessionnelle. Il a consacré sa thèse soutenue en mai 2016 aux relations interreligieuses institutionnalisées au Burkina Faso avec l'exemple de l'Union fraternelle des croyants dans le Sahel, Desikab29@gmail.com.

2. Au sens de l'islam comme religion exclusive au sein de la population depuis la fondation de l'émirat du Liptako en 1810 jusqu'à la pénétration des premières missions chrétiennes en 1960.

3. Conquête menée dans le sillage du jihad d'Ousman dan Fodio en vue de la purification de l'islam et de la constitution de théocraties musulmanes en Afrique de l'Ouest.

4. Loi 030/99/AN fixant les nouvelles limites des communes urbaines au Burkina Faso.



Carte 1 - La ville de Dori et ses équipements culturels

La mise en place du tissu urbain est étroitement liée à l'évolution historique de la ville, suivant deux grandes périodes : la période coloniale et la période postcoloniale. Jusqu'à sa soumission à la France en 1891, la ville ne semble pas avoir connu une extension qui déborde le site initial, tant les émirs ont vécu le conflit permanent avec leurs voisins<sup>5</sup> pour le contrôle du territoire. La première extension de la ville remonte à 1955. Les études d'aménagement et d'extension débutées en 1942 ne semblaient pas favorables, indiquant que « le poste est cerné par les eaux en hivernage. Nombre de terrains qui paraissent se prêter parfaitement à des constructions sont, en réalité, de véritables mares pendant cinq mois<sup>6</sup> ». Malgré cet avertissement, l'administrateur Paul Delmond autorisa la délimitation de grandes parcelles, ce qui a donné naissance à ce qu'il convient de nommer le triangle hégémonique de la ville coloniale en 1955. Selon le plan de lotissement du centre urbain de Dori<sup>7</sup>, ce triangle était formé du secteur 2, le quartier administratif (ou, selon l'usage local, « quartier blanc ») ; du secteur 3, le pôle commercial et le fief du pouvoir traditionnel, et enfin du secteur 4, le pôle religieux symbolisé par la mosquée<sup>8</sup> de Dori (Photo 3). Ce lotissement fut en réalité une adjonction du poste administratif au site de la vieille ville subdivisé en deux secteurs (2 et 4), selon les besoins de l'administration coloniale. Les groupes de populations qui la peuplèrent à la faveur de la « paix coloniale » évoquent ce que Anne-Marie Pillet-Schwartz (1997) a appelé « les temps des régions pluriethniques ». L'ouverture du territoire de l'islam au christianisme dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, et les migrations de travail contribuèrent à accélérer l'extension de la ville, surtout à la fin des années 1980.

À cette période, les effets conjugués de la réforme agraire et foncière (RAF)<sup>9</sup> et de la décentralisation accélérèrent l'arrivée à Dori de minorités religieuses qui, progressivement, s'enracinèrent, matérialisèrent leur présence par l'érection de lieux de culte, puis l'appropriation d'espaces leur appartenant. Ces mobilités font de la petite ville de 21 078 habitants (Institut national de la statistique et de la démographie, 2008) une ville multiethnique

---

5. Les groupes ethnolinguistiques qui entourent l'émirat : les Kurumba et les Mossi à l'ouest, les Gourmantché à l'est et au sud, puis les Touaregs au nord.

6. Projet de plan d'aménagement et d'extension du poste de Dori, mars 1942, Archives du gouvernorat de Dori, archives non classées.

7. Procès-verbal de la commission d'étude et d'adoption du plan de lotissement du centre urbain de Dori, Dori, 30 janvier 1945, Archives du gouvernorat de Dori.

8. L'islam de Dori n'avait pas encore la diversité qu'il a aujourd'hui, et la mosquée rassemblait toute la communauté musulmane locale. Aujourd'hui, on compte plus de seize mosquées dans la ville. Les sunnites (wahhabites) sont une entité à part entière de la communauté musulmane. Le terme « Grande Mosquée » désigne la mosquée centrale historique de Dori dans un espace urbain de pluralité religieuse.

9. Réforme agraire du 4 août 1984 par laquelle le régime sankariste (1983-1987) ôtait à la chefferie coutumière ses prérogatives sur le contrôle et la gestion du foncier, permettant ainsi l'accès à la terre à tous les citoyens et groupes de personnes.

et multireligieuse. Si Dori demeure de loin une ville musulmane avec ses 90,7 % de musulmans contre 9,3 % de chrétiens (Commune de Dori, 2015), l'immigration chrétienne a transformé son paysage religieux. Aujourd'hui, les chrétiens constituent une minorité significative. Ils ne sont plus aussi discrets, et leurs lieux de culte ne cessent de s'étendre et de se diversifier.

Certes, les modalités de la territorialisation des lieux chrétiens se posent différemment dans un contexte majoritairement musulman, mais on convient que leur importance et leur visibilité sont révélatrices du degré de pluralisme de la ville, en ce qu'elles marquent la légitimité et la reconnaissance de la présence chrétienne. En ce sens, les lieux de la religion offrent des révélateurs significatifs pour analyser les dynamiques religieuses dans un territoire. Il semble alors légitime de s'interroger sur les recompositions spatiales à travers lesquelles se réalise la territorialisation des lieux de culte chrétien à Dori.

La théorie du « partage concurrentiel » (*“competitive sharing”*), développée par Robert M. Hayden (2002) est pertinente pour analyser la territorialisation des lieux du christianisme à Dori. Pour Hayden en effet, le partage concurrentiel des sites et espaces religieux se développe dans une région où une tradition religieuse est dominante, et où une communauté religieuse différente s'installe par le commerce, la guerre ou la migration. Le modèle se prête davantage à l'étude des groupes religieux qui vivent une proximité immédiate ou spatialement mêlés. Il pose que dans de telles conditions, il y a « tolérance » dans le sens de supporter la présence de l'autre mais de ne pas embrasser sa religion.

Le concept de territorialisation prend ici le sens que lui donne Sossie Andézian (2010) : la création de nouveaux territoires religieux, réels ou symboliques. La territorialisation passe par différentes étapes d'ancrage au sol, depuis l'appropriation et la délimitation d'un territoire dans un espace géographique donné, jusqu'à la formation d'une communauté de fidèles, en passant par la construction d'un édifice. L'ancrage d'un lieu de culte en un endroit particulier, au sein d'un endroit donné d'une ville, s'accompagne d'un mouvement d'extension et de propagation du sacré (Lauwers et Ripart, 2007). Le concept de territorialisation peut, par conséquent, prendre en compte les cimetières et les établissements religieux (maisons de congrégations, maisons de catéchistes, résidence de l'évêque, etc.) qui sont autant de « points solides et sacralisés » de la chrétienté (*ibid.*). Le transfert de ce concept pour analyser les lieux de culte est pertinent au moment où la forte mobilité humaine induite par l'économie de marché et la mondialisation bouleversent la géographie religieuse des territoires. La territorialisation des croyances chrétiennes à Dori montre comment les migrations redéfinissent les équilibres religieux locaux, et comment le christianisme s'intègre dans des espaces fortement islamisés.

Pour étayer cette thèse, nous allons dans un premier temps analyser les étapes et les modalités de l'inscription du christianisme dans l'espace urbain de Dori : la pénétration des missionnaires chrétiens, les premiers ancrages de sites culturels chrétiens ainsi que leur expansion à partir des années 1990. En second lieu, nous décrirons la « topographie du sacré » (Morelli, 2008) pour mettre en évidence les enjeux de pouvoir et la concurrence à l'œuvre dans le contrôle de l'espace urbain. Cette contribution est basée sur des données d'archives, d'observations et d'enquêtes conduites de 2012 à 2016 dans la ville de Dori dans le cadre de notre thèse. L'observation directe des lieux de culte rendant difficile l'analyse des rapports entre groupes comme le montre Maud Lasseur (2016), ce sont alors les populations qui peuvent nous apprendre davantage sur les manières de vivre avec les autres, par-delà les différences ethniques et confessionnelles. La méthode a consisté à faire un va-et-vient entre l'observation et l'entretien (Fassin, 1990), méthode sans laquelle plusieurs des possibilités de « vivre ensemble » dans la ville demeureraient ignorées.

## **I - Étapes et modalités de la territorialisation des croyances chrétiennes**

Deux étapes majeures marquent l'inscription du christianisme dans le paysage religieux de Dori. La première étape va de la pénétration des premiers missionnaires catholiques à la fin des années 1950, à la « liberté religieuse » consacrée par la réforme agraire et foncière (RAF) de la fin des années 1980. Cette période a seulement connu un ancrage timide du catholicisme dans la ville, résultat de la pastorale du dialogue et de l'altérité prônée par l'Église catholique depuis la fin des années 1950 et entérinée par Vatican II (1962-1965). La décentralisation<sup>10</sup> du début des années 1990 inaugure la seconde étape. Elle est celle de la recomposition religieuse de l'espace urbain avec le (ré)investissement de la ville par divers groupes religieux.

### **1 - Installation des missions chrétiennes**

Initialement dominée par les Gourmantché, la région de Dori fut soumise par les Peuls au début du XIX<sup>e</sup> siècle dans le sillage du jihad d'Ousman dan Fodio. Devenue la capitale d'une théocratie musulmane, l'émirat du Liptako<sup>11</sup>,

---

10. Elle a réhabilité la chefferie coutumière, mais a instauré une gestion multi-acteurs du foncier communal qui réduit l'influence des acteurs coutumiers.

11. Un État modeste qui ne couvrait que 7 000 km<sup>2</sup> (Pillet-Schwartz, 1997). Placé dans le découpage administratif actuel, il englobe six des sept départements de la province du Séno, à savoir Bani, Dori, Falagountou, Gorgadji, Sampèlga, et Seytenga. L'émirat a aujourd'hui une existence théorique. Son héritage se perpétue toujours dans l'administration du territoire à travers l'émir et ses vassaux (les *djoro*) dans les villages.

la ville conserva un statut de ville exclusivement musulmane jusqu'à la fin du régime colonial en 1960. Pour que l'action des missions chrétiennes ne provoque pas de troubles susceptibles de compromettre l'ordre colonial dans l'émirat, celles-ci furent contenues tout au long de la période coloniale au sud de la Haute-Volta par l'administration française. Les missionnaires, dans leur plan d'expansion du début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle, isolèrent les espaces fortement islamisés, dont le Sahel (Somé, 2004 ; Bouron, 2013). La présence chrétienne à Dori, et plus largement dans la région administrative du Sahel, au nord, est relativement récente par rapport aux autres régions de la Haute-Volta, devenue Burkina Faso en 1984, à la faveur de la révolution sankariste (1983-1987).

Les missionnaires catholiques pénétrèrent à Dori en 1954. L'émir Sandou Faroukou (1932-1956) et son successeur Ousmane Boubakar Dicko (1957-1960) s'opposèrent à donner un « territoire » à une religion concurrente<sup>12</sup>. S'ils concédèrent que les fonctionnaires coloniaux d'origine catholique disposent d'un lieu de prière<sup>13</sup>, ils refusèrent aux missionnaires la résidence permanente. Ceux-ci venaient du Niger ou de Fada N'Gourma pour y dire la messe, une fois dans le mois et lors des grandes fêtes<sup>14</sup>. À l'opposé de ses prédécesseurs, l'émir de l'indépendance, Abdoulaye Dicko (1960-2011) ouvrit une nouvelle ère dans les rapports des musulmans de Dori au christianisme en acceptant l'installation permanente du catholicisme à Dori en 1960 (Moreau, 1962). Toutefois, il imposa des restrictions à l'action des missionnaires : ceux-ci devaient limiter leur action à l'accompagnement de la minorité catholique, et éviter le prosélytisme et la conversion de musulmans. Ces restrictions imposées par l'autorité musulmane<sup>15</sup> aux chrétiens font partie de cet ensemble que Marie-Carmen Smyrnelis (2007) appelle le « jeu d'identité », qui fonctionne comme des « frontières religieuses » (Schlegel, 2012) pour se protéger des autres, dans un territoire où les musulmans sont désormais en interaction directe avec des groupes religieux concurrents. La minorité catholique<sup>16</sup> était composée essentiellement de fonctionnaires et de commerçants<sup>17</sup>, venus du sud du pays. Pour ne pas perdre le territoire qu'ils ont longtemps convoité, les missionnaires se contentèrent de cette « cohabitation antagoniste » (Hayden, 2002), dans une chapelle construite en 1961.

---

12. Anafi Dicko, notable de Dori, Dori, 30 mai 2013.

13. Une église succursale fut construite en 1954 dans le prolongement de la zone administrative.

14. Rapport politique et économique du cercle de Dori, 1958, Archives nationales du Burkina, 22V 123.

15. L'émir et le grand Imam.

16. En 1962 lors de son séjour dans la ville, de février à mars, René Luc Moreau (1962) l'avait estimée à une trentaine de fidèles qui vivaient distant de la population d'origine.

17. Rapport politique et économique du Cercle de Dori, 1967, Archives nationales du Burkina, 22V 123.

Quant aux missions protestantes, la première à s'implanter fut la mission française des Assemblées de Dieu (AD), avec le pasteur Bert en 1971<sup>18</sup>. Quelques immigrés yoruba exerçant dans le commerce constituèrent l'essentiel de ses premiers adeptes<sup>19</sup>. Soutenant avec force qu'il y était pour convertir les musulmans, le pasteur se démarqua des missionnaires catholiques par un prosélytisme actif qui rencontra l'hostilité de la population. Il comprit dès lors qu'une concurrence avec l'Église catholique dans la ville ne lui était pas bénéfique, et jeta son dévolu sur les villages environnants de l'est et du sud, des localités peuplées essentiellement de Mossi et de Gourmantché à l'islamisation assez faible, dans lesquelles le pasteur espérait rapidement « faire des fidèles<sup>20</sup> ». La résidence du pasteur était à Dori, mais l'évangélisation et la fondation des églises se réalisaient dans ses périphéries<sup>21</sup>. Cette stratégie d'implantation fait dire à Pierre-Joseph Laurent (2003) que le protestantisme est une religion de campagne.

Les deux premières décennies de présence chrétienne à Dori furent discrètes. Pour les protestants qui ne disposaient pas de lieux de culte, l'observance de la religion était réduite à la sphère domestique. Parfois, les fidèles se regroupaient sur la base des réseaux de solidarité ethnique lors des fêtes religieuses comme Noël. Certains de ses regroupements résiduels, comme celui des Yoruba, ont pu donner naissance à des églises communautaires à la fin des années 1980.

L'espace du catholicisme se limitait alors à l'église construite en 1961. Bien qu'avant tout lieu de culte, cette église a pu apparaître pour les allogènes catholiques comme un espace de socialisation, où ils se rassemblaient non seulement pour le culte mais aussi pour d'autres préoccupations sociales. L'annonce directe étant impossible, la ligne de conduite que le clergé fixa à ses fidèles fut de développer des attitudes œcuméniques pour se concilier les musulmans, conformément aux recommandations du Vatican sur la pastorale de l'Église en terre d'islam et dans les pays à majorité musulmane, faites dans la décennie 1950. Pour le Saint-Siège en effet, la nécessité pour les missionnaires de se concilier la bienveillance des musulmans apparaissait comme impérieuse<sup>22</sup>. Pour ce faire, les principaux leviers étaient l'école et l'amitié avec « les évolués musulmans ». Le but de l'école n'était pas la

---

18. Pasteur Moumouni Canazoe, président du Conseil régional des Assemblées de Dieu de Dori, Dori, 15 août 2013.

19. Rapport politique du Département du Sahel, 1978, Archives du gouvernorat du Sahel, Archives non classées.

20. Pasteur Moumouni Canazoe, témoin cité.

21. Témoignage du pasteur Salfio Gassambé à l'occasion de ses trente ans d'évangélisation à Dori, cérémonie organisée par le conseil régional des AD, Dori, 9 janvier 2014.

22. *Notes sur l'islam. Échanges de vues entre les Ordinaires de l'A.O.F-Tchad, les 25-26 avril 1955*, Archives de l'Archidiocèse de Ouagadougou, D.54-55, p. 18.



conversion, mais la formation d'élites musulmanes adhérant aux valeurs chrétiennes<sup>23</sup>. De même, l'amitié avec les élites musulmanes visait à établir le dialogue entre missionnaires et musulmans<sup>24</sup>.

Ces instructions ont trouvé leur application avec l'arrivée à Dori du « missionnaire de l'islam » (Moreau, 1962), Lucien Bidaud (1963-1987). Dès son arrivée en 1963, il engagea en effet son Église dans cette dynamique de dialogue avec la Mosquée. S'illustrant de façon particulière dans les œuvres sociales et humanitaires, et surtout sur les visites amicales chez les figures musulmanes de la ville, il obtint en quelques années leur bienveillance et il réalisa en 1966, sur leur demande, un centre social qui constitua une première étape du projet œcuménique. Toutefois, ce centre social semblait répondre avant tout à l'une des recommandations fortes de la Congrégation des rédemptoristes<sup>25</sup> qui était que « pour ne pas laisser tout à fait abandonnées les âmes des pays où sont fondées les maisons de l'institut, les sujets s'appliqueront particulièrement à les instruire »<sup>26</sup>. Le but du centre social est qu'en rassemblant catholiques et musulmans dans un même lieu, les missionnaires ouvriers puissent « démontrer les vertus civilisatrices du catholicisme et faire accéder les populations à un degré supérieur de l'évolution sociale », comme le souligne Claude Prudhomme (2005). D'ailleurs, dans les circonstances de la grande famine (1969-1974) qui a durement touché Dori et ses environs, il fut rejoint dans la distribution de l'aide alimentaire par une élite musulmane. Un comité mixte informel naquit en 1969 pour organiser l'aide alimentaire, et porter les revendications de la population face à la faiblesse de l'État. Pour faire face à des crises alimentaires futures, la Mosquée demanda une collaboration durable avec l'Église dans le cadre d'une Association fraternelle d'entraide, devenue en 1972 l'Union fraternelle des croyants (UFC)<sup>27</sup>.

Le dialogue souhaité fut obtenu. Plus encore, il fut institutionnalisé au travers de l'UFC, selon les vœux de Lucien Bidaud de parvenir à la reconnaissance par les musulmans de l'Église, puis son intégration dans le paysage religieux de la ville selon les orientations conciliaires de Vatican II (1962-1965). L'institutionnalisation du dialogue produisit deux effets pour l'Église catholique.

Le premier effet fut la reconnaissance. En effet, le dialogue a conféré une légitimité au catholicisme. Cette légitimation débuta en 1966, lorsque

---

23. *Notes sur l'islam...*, doc. cit., p. 18.

24. *Notes sur l'islam...*, doc. cit., p. 19.

25. À laquelle appartenait les missionnaires de Dori.

26. Constitutions et règles de la Congrégation des prêtres sous le titre du Saint-Rédempteur, in *Benedictus Papa XIV*, p. 333.

27. Statuts de l'UFC, 6 décembre 1974, Archives du gouvernorat de Dori, Archives non classées.

l'autorité musulmane admit que les missionnaires pouvaient acquérir un domaine foncier pour le culte et les œuvres socio-éducatives<sup>28</sup>. Elle redéfinissait la mission de l'Église à Dori : être proche de ses fidèles (pastorale de l'accompagnement), et soutenir les aspirations de la population au nom des valeurs dont elle se réclame. La formation d'une Mission catholique sur le site de l'église succursale au secteur 2, sous l'aspect d'un espace délimité concentrant église, dortoirs, puis centre d'accueil et de soins date de cette période.

Le deuxième effet fut d'offrir de nouvelles possibilités d'extension à l'Église dans la zone d'influence de l'émirat du Liptako. Structure de développement et de promotion du dialogue interreligieux (Langewiesche, 2011), l'UFC permit à l'Église de négocier autrement sa présence au fur et à mesure que le nombre de ses fidèles augmentait à Dori, et que des minorités catholiques se fixaient dans ses environs. La construction de lieux de culte, bien au-delà des limites du Liptako, et l'obtention d'un espace mitoyen de la Mission pour les morts datent vraisemblablement des débuts de l'UFC. En 1978 par exemple, il est dénombré, en plus de l'église de Dori, deux chapelles à Aribinda et à Taorèma<sup>29</sup>. Dans ces localités, les premières tournées missionnaires ont favorisé la formation de petites communautés catholiques composées d'agriculteurs locaux (les Kurumba) et d'immigrés mossis, dont le suivi a nécessité la construction d'un lieu de culte et le maintien de catéchistes.

Avant les années 1980, les véritables acteurs du foncier étaient les autorités coutumières. Elles autorisaient toute nouvelle implantation sur leurs terres, qu'elle soit domestique ou religieuse, en vertu de la légitimité religieuse ou du droit d'autochtonie. Par les choix qu'ils opéraient et les préférences qu'ils accordaient aux groupes religieux, ces acteurs coutumiers de la gestion du foncier urbain n'ont pas favorisé l'émergence d'espaces de culte pour les groupes minoritaires, vis-à-vis desquels ils ressentaient de l'appréhension. Avec la réforme agraire et foncière de 1984, et la décentralisation, la fin des années 1980 et le début des années 1990 sont considérés par les minorités religieuses détestées ou rejetées comme une ère de liberté religieuse. Occasion idéale pour (ré)investir un territoire comme le montre Maud Lasseur dans ses travaux sur le Cameroun (2005 ; 2008), ces politiques publiques ont eu pour effet le renforcement de la présence des groupes chrétiens présents à Dori, et l'arrivée de nouveaux courants religieux, aussi bien dans le champ du christianisme que de l'islam.

---

28. Tidjiani Cissé, notable du collège des marabouts de la Grande Mosquée, Dori, 29 janvier 2015.

29. Rapport politique du Département du Sahel, 1978, doc. cit.

## 2 - Liberté religieuse et recomposition de l'espace urbain

Du côté du christianisme, les demandes d'espaces allèrent au-delà des lieux cultuels pour intégrer d'autres espaces d'affirmation de la chrétienté. Ainsi, l'Église catholique renforça-t-elle sa présence dans la ville par la construction d'un plus grand édifice qui remplaça la chapelle de 1961 (Photo 1) et la construction de plusieurs établissements (maisons de congrégations de religieuses, maisons de catéchistes dans trois des huit secteurs, la résidence de l'évêque, des domaines scolaires – le collège des jeunes filles Suudu Andal et le complexe scolaire Sainte-Thérèse de l'Enfant Jésus). Plus spectaculaire fut le déploiement des courants évangélistes et pentecôtistes. Les Assemblées de Dieu qui n'avaient jusqu'alors aucun lieu de culte particulier à Dori bâtirent leur premier temple en 1992, selon les témoignages du pasteur Moumouni Canazoé<sup>30</sup>. Progressivement, ils bâtirent des temples de quartiers, en vue de réaliser un maillage de la ville. De même, ils rivalisèrent avec l'Église catholique dans le domaine éducatif avec la création d'établissements d'enseignement primaire et secondaire. D'autres courants protestants dont la présence dans la ville est attestée par des lieux de culte sont l'Église apostolique, la Mission Baptiste, l'Église du Sabbat et le Centre international d'évangélisation (CIE). Églises et temples chrétiens présentent par ailleurs des effectifs croissants depuis le milieu des années 2000. À titre d'exemple, l'Église catholique estimait ses fidèles à 6 000 en 2016 contre 500 fidèles en 2004<sup>31</sup>. Alors qu'en quatre décennies (1961-2004), l'accroissement du nombre de catholiques a été très lent, on constate une augmentation rapide à partir des années 2000. Ces tendances sont aussi observables chez les mouvements évangélistes et pentecôtistes.



**Photo 1 - L'église-cathédrale de la paroisse de Dori (Cliché : Koudbi, 2015)**

---

30. Entretien du 15 août 2013.

31. Chiffres communiqués par l'aumônier de la paroisse Sainte-Anne de Dori, entretien du 15 janvier 2016.

Si le nombre de chrétiens s'accroît, ce ne sont pas les conversions de Sahéliens qui l'expliquent, mais plutôt les groupes de migrants qui arrivent du sud déjà convertis ou qui se convertissent par la suite. Le bitumage du tronçon routier Dori-Kaya a favorisé le désenclavement du nord du Burkina Faso, entraînant un afflux des populations du sud vers les sites aurifères de la région. Dori est un point de transit pour nombre d'entre eux, qui finissent par s'y établir pour le commerce et les travaux dans le secteur du bâtiment. En revanche, en 2011, l'Église catholique a célébré son jubilé d'or avec au total trois musulmans convertis. Les Églises protestantes ne font pas mieux : pour une église donnée, on relève une présence irrégulière de deux à trois musulmans convertis, sans un réel engagement. Les néophytes sont généralement des personnes marginalisées, oubliées des leurs, qui espèrent trouver un soutien auprès des Missions, ou encore des fonctionnaires, dont le statut leur permet de s'affranchir des contraintes de leur société<sup>32</sup>. Même si les conversions de musulmans sont rares, nombre de pasteurs semblent se satisfaire d'une cohabitation qui les place à égalité des catholiques, aussi bien dans les conditions d'exercice du culte que dans les modes de présence. Ils se sont rendu compte que l'évangélisation « de case<sup>33</sup> » ne convenait pas dans ce milieu musulman, et l'ont subtilement abandonnée pour des formes moins agressives mais ostentatoires de présence : fixation de panneaux, organisation de croisades évangéliques, avec des évangélisations sonores et audiovisuelles en plein air.

L'acquisition d'espaces par les chrétiens suscite souvent des tensions au sein de la population locale. C'est le cas par exemple de ce litige qui a opposé des propriétaires terriens de Torodi, actuel secteur 6 de la ville, au maire de la commune en 2005 au sujet d'un domaine de 25 hectares acquis par l'Église catholique<sup>34</sup>. Ayant découvert fortuitement des bornes au coin de leurs champs, les propriétaires crièrent à l'expropriation et demandèrent que leurs champs leur soient restitués. Le chef de Torodi, porte-parole du groupe de protestataires, a tenu à préciser que leur plainte n'était dirigée que contre le maire, qui ne les avait pas informés de « la vente » de leurs champs<sup>35</sup>. Finalement, une entente trouvée grâce à l'intervention des personnes-ressources de l'UFC a permis à l'Église catholique de conserver le domaine, mais l'exploitation politique « de la spoliation des terres des paysans » a fait perdre au maire les élections municipales de mai 2006, remportées par l'opposition<sup>36</sup>.

Du côté de l'islam, le temps de la liberté religieuse marque l'affaiblissement de l'autorité coutumière musulmane. Le wahhabisme et

---

32. Pasteur Salfo Gassambé, Dori, 12 janvier 2014.

33. Évangélisation à domicile que n'apprécient guère les musulmans.

34. Une maison de congrégation et le collège des jeunes filles ont été construits sur le site.

35. Entretien du 10 février 2015.

36. Le Parti pour la démocratie et le socialisme (PDS) de Arba Hama Diallo (2006-2014).

la ahmadiyya ont fait leur apparition et se sont constitués en communautés islamiques ayant leurs propres mosquées. Leur installation s'est d'abord faite dans le conflit avec la majorité musulmane de rite malékite (Qadria et Tijâniyya de la Grande Mosquée) qui s'est opposée à ce que des réformes laissent s'installer sur ses terres des groupes religieux dont elle n'admettait pas la coexistence<sup>37</sup>. Malgré son opposition, la Grande Mosquée a dû se résoudre à accepter la cohabitation avec la mosquée wahhabite (l'appellation locale) qui, en présentant le visage d'un islam solidaire, s'est vite fait de nombreux adeptes en dépit de « son puritanisme mal compris<sup>38</sup> ». Suite à la disparition de l'une des figures du nouveau courant islamique en 1990, une réconciliation est intervenue entre la Grande Mosquée et la mosquée wahhabite, permettant un rapprochement entre les deux communautés. Celles-ci forment aujourd'hui la communauté musulmane locale. En raison de divergences doctrinales, la Ahmadiyya n'a pas été admise au sein de cette communauté musulmane locale. Rejetée, celle-ci compense son déficit de légitimité et de reconnaissance par une occupation ostensible de l'espace, des œuvres sociales, et des prêches médiatisés<sup>39</sup> sur la voix de Radio Ahmadiyya, la seule radio confessionnelle de la ville.

### III - Topographie des lieux de culte

Les minorités chrétiennes installées à Dori sont en situation de « cohabitation négociée ». Expression équivoque, qui signifie un degré d'ouverture et de tolérance, mais aussi une domination des musulmans de la Grande Mosquée sur l'ensemble des groupes religieux implantés dans la ville. Avec l'Église catholique, ils parlent de « dialogue institutionnalisé » ou de « travail commun » au travers de l'UFC (Photo 2). En situation de « cohabitation négociée » et de minorité, les chrétiens ne s'inscrivent donc pas dans une logique hégémonique dans le partage culturel de l'espace. Pour autant, la concurrence n'est pas absente. L'analyse de la topographie des lieux de culte révèle les enjeux de pouvoir entre les groupes religieux à travers les concepts de centralité et de marginalité dans les ancrages spatiaux de leurs lieux de culte.

---

37. Selon les témoignages d'un notable octogénaire, fondateur d'une mosquée à Dori, les musulmans de la Grande Mosquée ne supportaient pas les dénigrements des adeptes du wahhabisme, et certains notables de la ville ont manifesté leur opposition à leur présence dans la ville. Entretien du 14 mars 2016.

38. L'expression est de René Otayek (1984).

39. Au sujet de la stratégie d'expansion et de prosélytisme de ce mouvement religieux au Burkina Faso, on lira avec intérêt l'article de Fabienne Samson, 2011.





**Photo 2 - Le dialogue institutionnalisé, Mgr Joahim à la Grande Mosquée un vendredi de 2006 (Cliché : Archives de l'UFC, 2006)**

## **1 - Espaces de légitimité et centralité de l'islam**

Du point de vue religieux, occuper un espace revient à s'étendre sur des terres non encore appropriées, ou à peupler des espaces déjà tenus par d'autres groupes religieux. Anne Morelli (2008), puis Robert M. Hayden et Walker D. Timothy (2013) rappellent qu'il faut comprendre cette territorialisation comme un enjeu de pouvoir. En effet, il existe une appropriation de l'espace à travers la position géographique, l'occupation de l'espace et l'architecture. Les religions majoritaires ont tendance à bâtir leurs édifices religieux dans de grands espaces, et laisser aux minoritaires des espaces contigus. De même, elles ont tendance à occuper le centre des métropoles et mettent à distance les cultes minoritaires dans des quartiers réservés. Ces généralités se révèlent intéressantes pour notre démonstration de la dynamique spatiale et la territorialisation des cultes chrétiens à Dori (Photo 3).



**Photo 3 - La Grande Mosquée de Dori (Cliché : Koudbi, 2014)**

Pour marquer leur antériorité et leur prééminence, les autorités musulmanes ont bâti les deux principales mosquées, représentant les deux principaux courants de l'islam (l'islam sunnite de rite malékite et le wahhabisme) aux abords de l'avenue principale de la ville. La Grande Mosquée et la mosquée wahhabite occupent ainsi le centre de la ville. Elles matérialisent le site initial de la ville. La mosquée wahhabite, construite dans les années 1980, jouxte la Grande Mosquée, à seulement 200 mètres. Le vendredi, jour de marché à Dori, des musulmans venus des campagnes se perdent souvent dans cette proximité et partagent dans l'ignorance les lieux de prière. Dans l'intervalle des deux mosquées, les prières de vendredis offrent un spectacle intéressant pour un observateur avisé. À l'appel des muezzins, on peut observer une foule compacte de fidèles qui s'entrecroisent ; les musulmans peu renseignés se perdent souvent dans cet entrelacs et se retrouvent dans l'une ou l'autre des mosquées. Ils découvrent qu'ils se sont trompés de mosquée une fois la prière entamée, mais ils la terminent, car l'important est d'accomplir son devoir de musulman, la couleur de la mosquée comptant peu (Kaboré, 2016). Ce cas de figure correspond au partage compétitif des lieux de culte (Hayden, 2002) qui caractérise la situation de groupes religieux vivant une proximité immédiate. Toutefois, ce partage n'implique pas une égalité entre la mosquée wahhabite et la Grande Mosquée. En effet, la mosquée wahhabite est logée au milieu des commerces et peut passer inaperçue pour des voyageurs. Sa proximité ne

peut témoigner que d'une concurrence symbolique avec la Grande Mosquée, qui, elle, est bâtie plus en hauteur sur un espace relativement vaste et dégagé (Photo 3).

En termes de repérage, la mosquée des Ahmadiyya jouit d'une position privilégiée. Elle est bâtie au milieu d'un immense terrain sur l'axe principal à l'entrée de la ville. Terrain marécageux qui fut donné quasi gratuitement par les autorités locales qui pensaient que la Ahmadiyya ne pourrait jamais rien en faire, c'est sur ce terrain que sont construits la mosquée, l'école primaire, la maison du missionnaire et le local de la radio après d'importants travaux entrepris par leurs missionnaires (Samson, 2011). Ces missionnaires, comme ils se nomment eux-mêmes, viennent généralement du Pakistan, de la Grande-Bretagne, mais aussi du Ghana. En dépit de ce positionnement stratégique, l'emplacement de la mosquée ahmadiyya dans les marais du sud, à une bonne distance du centre-ville n'en est pas moins révélateur de sa marginalité dans le champ islamique de la ville.

## 2 - Espaces concédés et marginalité du christianisme

La topographie du religieux montre deux entités relativement opposées à partir de la ligne des deux mosquées centrales : l'Ouest « autochtone »/ musulman et l'Est immigré/chrétien. Jusqu'à la colonisation, l'Ouest musulman représentait la partie « utile » de la ville. Elle regroupe aujourd'hui les quartiers constitués par les secteurs 2, 3 et 4.

Aux limites Est de ces quartiers, ce sont les zones de marécages dont l'humidité et le pullulement des moustiques avaient empêché l'occupation. L'autorité musulmane concédait ces espaces abandonnés aux étrangers, à l'administration coloniale, aux groupes religieux ou aux migrants. C'est ainsi qu'à leur apparition, colons, missionnaires catholiques et protestants se virent attribuer les uns après les autres, des espaces qu'ils mirent plusieurs années à aménager avant de bâtir les édifices administratifs et culturels. L'accueil et l'installation de populations non autochtones, sur cette partie orientale de la ville, sont à la base de la création de zones d'habitat, souvent spontanées (ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, 2012). C'est donc tout naturellement que les groupes chrétiens venus à partir des années 1980 s'y fixèrent, en vue d'accompagner leurs membres, mais aussi dans la perspective de faire de nouveaux convertis parmi les immigrés. La délocalisation et la construction dans cette zone de services étatiques contribuèrent à son extension et à sa densification. Depuis le lotissement de 1990, la dynamique urbaine et religieuse se réalise en faveur de l'Est et de l'Ouest. Les catholiques et protestants ne cessent de coloniser les secteurs (1, 5, 6 et 7) qui les composent. Le protestantisme s'impose à l'Ouest au détriment du catholicisme, dont



l'influence dans toute la partie orientale est incontestable comme le montre la carte des équipements culturels.

Aujourd'hui, les zones d'immigration ne sont plus des quartiers exclusivement chrétiens. Elles abritent une mixité religieuse qui contraste avec l'homogénéité des secteurs centraux, musulmans. Alors que des mosquées colonisent ces périphéries urbaines, aucun lieu chrétien, église, temple ou édifice social n'est présent dans la zone musulmane.

Dans leur ensemble, les lieux de culte chrétiens sont sur des marges matériellement situées dans des zones inondées ou à risque. La topographie du religieux confère une centralité à l'islam et une marginalité (relative) au christianisme. En outre, la domination religieuse et politique de l'islam sur le christianisme est aussi perceptible par la monumentalité. Avec son architecture de style arabe, sa masse imposante et son minaret qui surplombe tous les édifices (religieux et administratifs) de la ville, l'identité et la domination musulmane de Dori se lisent en partie à travers la Grande Mosquée. Mais elle traduit avant tout la prééminence d'une aristocratie religieuse, celle de la famille maraboutique des Cissé, garante de son rayonnement spirituel et culturel.

Pour restreindre leur marginalité, les chrétiens ont recours à d'autres stratégies d'appropriation de l'espace, telles que les processions, les panneaux de signalisation aux abords des axes routiers, ou encore les campagnes d'évangélisation en plein air. Par exemple, outre sa taille imposante, l'église catholique signale quotidiennement sa présence dans le champ sonore par le carillon de son clocher qui retentit tous les jours. Mais s'ils sont des signes distinctifs d'une religion, ces éléments sonores peuvent aussi signifier, au-delà de cette symbolique, la logique d'une domination catholique. En retour, l'influence des courants protestants sur la ville se manifeste régulièrement à travers des animations et des croisades évangéliques sonorisées. Il en résulte également que ces formes d'évangélisation, par les nuisances sonores qu'elles provoquent, gênent fortement le voisinage. Mais dans une ville où la voix des muezzins fait partie du quotidien de la population, on comprend la difficulté qu'il peut y avoir à porter plainte contre une manifestation religieuse. C'est dans cette même logique que sont tolérés les sons de cloches et les processions chez les catholiques, ou encore les panneaux de signalisation des groupes protestants qui manquent de visibilité (Photo 4 et 5).

## **Conclusion**

L'histoire religieuse de Dori à partir de la seconde moitié du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle apparaît comme celle de la territorialisation des croyances chrétiennes, impulsée par la fin du régime colonial et nourrie par les migrations professionnelles et le commerce. Le processus s'est opéré suivant deux étapes : celle de l'ancrage timide du catholicisme, depuis les premières incursions des missionnaires jusqu'à la fin des années 1980. Ce fut une période durant laquelle l'accueil des chrétiens et le marquage des lieux de culte étaient le fait du prince, qui n'accordait le droit de cité qu'aux groupes qui s'accommodaient avec l'islam. La deuxième étape est celle du développement et de l'extension des espaces cultuels chrétiens, conséquence des réformes foncières des décennies 1980 et 1990. Les lieux du christianisme, installés sur les marges précaires de la ville coloniale, y ont progressivement attiré et fixé des populations d'origine diverse. Sans être véritablement les moteurs de l'urbanisation des périphéries urbaines, ils n'en ont pas moins donné l'impulsion.

Si la territorialisation des lieux de culte chrétiens a transformé le paysage religieux de la ville, elle n'a pas bouleversé l'organisation et la hiérarchie des sites de peuplement ainsi que celles des formes de domination. Les sites chrétiens se déployaient toujours sur les périphéries de la ville, conférant une centralité à l'islam dans la topographie du religieux. Cette diversification religieuse ne concerne pas seulement la ville de Dori. C'est l'ensemble des villes musulmanes du Sahel burkinabè qui est engagé dans cette dynamique de recomposition territoriale et religieuse liée au christianisme. Mais au-delà de la production de nouveaux territoires religieux dans ce qui était considéré comme des territoires fixes de l'islam, ce qui frappe le chercheur soucieux de comparatisme qui s'intéresse aux logiques spatiales à l'œuvre dans ces villes, ce sont les relations pacifiques durables dans lesquelles vivent chrétiens et musulmans.



Photo 4 - Panneau indicatif de l'église du CIE sur l'axe principal de la ville  
(Cliché : Koudbi, 2015)



Photo 5 - Panneau sur clôture de l'Église Baptiste internationale  
(Cliché : Koudbi, 2015)

## Bibliographie

**Andézian S.**, 2010 - « Introduction : procès de fondation », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 151, p. 9-23.

**Bouron J.-M.**, 2013 - *Évangélisation parallèle et configuration croisées. Histoire comparative de la christianisation du Centre-Volta et du Nord-Ghana (1945-1960)*. Thèse de doctorat en histoire contemporaine, Université de Nantes – Université de Ouagadougou, 829 p.

**Commune de Dori**, 2015 - *Plan communal de développement 2015-2019*, 125 p.

**Delmond P.**, 1954 - « Dans la boucle du Niger : Dori, ville peule ». In : P. Delmond, *Mélanges ethnologiques*, mémoire de l'IFAN, n° 23. Dakar : IFAN, p. 9-109.

**Fassin D.**, 1990 - « DÉCRIRE. Entretien et observation », *Sociétés, développement et santé*, p. 87-106.

**Hayden R.-M.**, 2002 - « Antagonistic Tolerance. Competitive Sharing of Religious Sites in South Asia and the Balkans », *Current Anthropology*, vol. 43, n° 2, p. 205-231.

**Hayden R.-M. et Walker T.-D.**, 2013 - « Intersecting Religioscapes : A Comparative Approach to Trajectories of Change, Scale, and Competitive Sharing of Religious Spaces », *Journal of the American Academy of Religion*, p. 1-28.

**Institut national de la statistique et de la démographie**, 2008 - *Recensement général de la population et de l'habitation. Analyse des résultats définitifs*.

**Kaboré K.**, 2016 - *Les relations interreligieuses institutionnalisées au Burkina Faso. Le cas de l'Union fraternelle des croyants dans le Sahel, 1960-2006*. Thèse de doctorat en histoire contemporaine, Université de Ouagadougou, 413 p.

**Langewiesche K.**, 2011 - « Le dialogue interreligieux au service du développement. Élités religieuses et santé publique au Burkina Faso », *Bulletin de l'APAD*, n° 33, p. 91-119.

**Lasseur M.**, 2005 - « Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu », *Afrique contemporaine*, vol. 23, n° 215, p. 93-116.

——, *Religions et territoires au Cameroun. Les dimensions spatiales du pluralisme confessionnel*. Thèse de doctorat en géographie, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, 505 p.

——, « Les lieux de la religion : tolérance religieuse et espace urbain en Afrique subsaharienne », à consulter dans : [http://www.huffpostmaghreb.com/maud-lasseur/tolerance-religieuse-en-afrique-subsaharienne\\_b\\_8888804.html](http://www.huffpostmaghreb.com/maud-lasseur/tolerance-religieuse-en-afrique-subsaharienne_b_8888804.html), consulté le 10 février 2017.

**Laurent P.-J.**, 2003 - *Les pentecôtistes du Burkina Faso*. Paris : Karthala, 442 p.

**Lauwers M. et Ripart L.**, 2007 - « Représentation et gestion de l'espace dans l'Occident médiéval ». Actes du colloque « Rome et l'État moderne européen : une comparaison typologique ». In : J.-P. Genêt (dir.), *Rome et l'État moderne européen*. Rome : Collection de l'École française de Rome, 377, p. 115-171.

**Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme**, 2012 - *Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Dori, Horizon 2030. Rapport définitif*. 285 p.

**Moreau R. L.**, 1962 - *L'islam peul de Dori. Premier rapport*. 17 p.

**Morelli A.**, 2008 - « Topographie du sacré : l'emprise religieuse sur l'espace ». In : A. Dierkens et A. Morelli (dir.), *Topographie du sacré. L'emprise religieuse sur l'espace*. Bruxelles : éditions de l'Université de Bruxelles, p. 9-20.

**Otayek R.**, 1984 - « La crise de la communauté musulmane de Haute-Volta. L'islam voltaïque entre réformisme et tradition, autonomie et subordination », *Cahiers d'études africaines*, vol. 24, n° 95, p. 299-320.

**Pillet-Schwartz A.-M.**, 1997 - « Le temps des régions pluriethniques : un exemple identifié au nord-est du Burkina Faso ». In : J. Bonnemaïson, L. Cambrézy et L. Quinty-Bourgeois (dir.), *Le Territoire, lien ou frontière ?*, vol. 2. Paris : éditions de l'Orstom, p. 779-787.

**Prudhomme C.**, 2005 - « Mission religieuse et action humanitaire : quelle continuité ? », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, t. 112, n° 2, p. 11-29.

**Samson F.**, 2011 - « La guerre des ondes comme mode de prosélytisme. La Ahmadiyya et les médias au Burkina Faso », *ethnographiques.org*, n° 22.

**Schlegel J.-L.**, 2012 - « Territoires des religions », *Hermès*, n° 63, p. 35-42.

**Smyrnelis M.-C.**, 2007 - « Vivre ensemble dans l'Empire ottoman (xviii<sup>e</sup>-xix<sup>e</sup> siècle) », *Siècles*, n° 26, p. 55-66.

**Somé M.**, 2004 - *La christianisation de l'ouest-volta. Action missionnaire et réactions africaines, 1927-1960*. Paris : L'Harmattan, 516 p.

---

## Résumé

---

La construction de lieux de culte chrétiens connaît une vitalité dans les métropoles urbaines musulmanes d'Afrique subsaharienne. Leur accueil s'y fait généralement par des phénomènes de territorialisations ou de cohabitations, dont rendent compte l'architecture et la topographie religieuse. Notre contribution analyse la recomposition territoriale et religieuse liée au christianisme à Dori, une ville à majorité musulmane du nord du Burkina Faso. Ouverte au christianisme à partir de la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, la capitale de l'ancien émirat du Liptako a cessé d'être un territoire exclusivement musulman. La visibilité et l'importance des lieux de culte chrétiens à Dori montrent comment les migrations redéfinissent les équilibres religieux locaux.

**Mots-clés** : Liptako, islam, christianisme, territorialisation, cohabitation

---

| **Abstract** |

---

## **The territory making of Christian places of worship in Dori (Burkina Faso)**

*The building of Christian places of worship knows vitality in sub-Saharan Muslim major cities. Their welcoming is generally done by means of territory marking or cohabitation, which architecture and religious topography account for. Our work analyses the territorial and religious reconstruction related to Christianity in Dori, a predominantly Muslim town in the north of Burkina Faso. Open to Christianity from the second half of 20<sup>th</sup> century, the capital city of the former Liptako Emirate ceased to be an exclusively Muslim territory. The visibility and importance of Christian places of worship in Dori show how migrations redefine the local religious stability.*

**Keywords:** Liptako, Islam, Christianity, territory marking, cohabitation